

# RAPPORT MORAL ET FINANCIER

ONG RARINY SY HITSINY IVOARANA  
INTEGRITY FOR DEVELOPMENT



## Table des matières

Liste des acronymes.....	2
1 Bilan des projets et des missions.....	3
1.1 Projet 1 : Observation des élections – SAFIDY.....	3
1.2 Projet 2 : Suivi de la Transparence et de l’Effectivité des fonds COVID19 .....	13
1.3 Projet 3 : MAFFA .....	19
1.4 Projet 4 : Field App – Monitoring des CHU .....	22
1.5 Projet 5 : Miara-miombon’Antoka amin’ny Fiarovana eny amin’ny Fitsarana (MAFI) .....	24
1.6 Mission : Cartographie des risques de corruption dans la délivrance des droits de visa.....	26
2 Bilan des actions de plaidoyer.....	28
2.1 Justice .....	28
2.1.1 Plaidoyers pour l’adhésion des candidats à la Charte de bonne conduite et d’intégrité dans le cadre des élections au Conseil Supérieur de la magistrature. ....	28
2.1.2 Organisation débat des candidats pour les élections au Conseil Supérieur de la Magistrature .....	29
2.2 Lutte contre la corruption .....	30
2.3 Éducation .....	31
3 Perspectives pour 2021 .....	33
4 Rapport financier.....	0
4.1 Compte analytique .....	0
4.1.1 Fonds propres IVORARY :.....	0
4.1.2 Projet MAFI .....	2
4.1.3 Projet MAFFA.....	3
4.2 Etats financiers.....	4
4.3 Liste des matériels et immobilisations .....	7

## Liste des acronymes

SAFIDY	Sampana Anarahamaso ny Fifidianana Ivon'ny Demokrasia Ifarimbonana
HCC	Haute Cour Constitutionnelle
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
TPI	Tribunal de Première Instance
HCDDDED	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
CNIDH	Commission Nationale Indépendant des Droits Humains
SAMIFIN	Sampandraharaha Miady amin'ny Famotsiambola
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
BIANCO	Bureau Indépendant Anticorruption
OSC	Organisation de la Société Civile
OLT	Observateurs Long Terme
FKT	Fokontany
PP	Partis politiques
TV	Télévision
STEF	Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds alloués aux réponses à la COVID-19
USD	United States Dollar
FMI	Fonds Monétaire International
UE	Union Européenne
MAFFA	Miara-miombon'Antoka ho fangaraharahan'ny Fitantanana ny Ady amin'ny COVID19 eto Antananarivo

# 1 Bilan des projets et des missions

## 1.1 Projet 1 : Observation des élections – SAFIDY

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	<b>08 avril 2019 au 26 septembre 2020</b>
<b><u>Titre du projet</u></b>	SAFIDY ou Sampana Anarahamaso ny Fifidianana Ivon'ny Demokrasia Ifarimbonana ou Observatoire des Elections au cœur de la Démocratie Participative
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	<p><b>Demandeur principal:</b> MSIS TATAO</p> <p><b>Co-demandeurs:</b> ONG Ivorary, ONG Ravintsara, l'Association CEDII et YMCA Madagascar</p> <p><b>Partenaires:</b> dont l'ONG AIM, DRV, FTMF, PFNOSCM et OPTA.</p>
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	519 985,2 euros (cinq cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-cinq euros deux) ou 2 118 939 690 Ar (Deux milliards cent dix-huit mille neuf cent trente-neuf mille six cent quatre-vingt-dix)
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Union Européenne
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Madagascar
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Citoyens et population,</li> <li>• partis politiques et candidats,</li> <li>• gouvernement,</li> <li>• organe de gestion des élections CENI et ses démembrements,</li> <li>• les autres institutions électorales (HCC, tribunaux administratif, TPI),</li> <li>• Institution de la promotion de la démocratie et de protection des droits humains (CNIDH, HCDDDED),</li> <li>• les institutions de lutte contre la corruption (BIANCO, SAMIFIN, CSI)</li> </ul>
<b><u>Contexte :</u></b>	
<p>L'Observatoire des élections électoral SAFIDY a opéré depuis les élections présidentielles de 2018 dans le cadre des projets FANOA et FANDIO. Afin de consolider et pérenniser ses acquis et expériences, l'Observatoire SAFIDY a soumis pour subvention à l'Union Européenne, le Projet « SAFIDY », dans le cadre de l'observation des élections législatives et territoriales/communales à Madagascar.</p> <p>L'objectif restant constant, celui de faire en sorte que les élections deviennent des facteurs de paix, de bonne gouvernance, et sources de développement durable et inclusif. Lors des deux tours des élections présidentielles de l'année 2018, et grâce au soutien de l'Union Européenne, l'Observatoire SAFIDY a été la</p>	

plus grande mission d'observation électorale malagasy, en déployant un contingent de plus de 7000 observateurs couvrant plus de 8000 Bureaux de vote, donc environ 40% de l'électorat malagasy. SAFIDY a contribué de manière déterminante à la crédibilisation et à la légitimité du processus électoral.

Dans le cadre de ce projet, IVORARY a pris le lead du résultat 3 sur la partie juridique et redevabilité des institutions dans le cadre de la mise en oeuvre du projet.

### **Objectifs du projet**

Les objectifs généraux du projet et de l'Observatoire SAFIDY sont de :

O1 – Contribuer à ce que les processus électoraux soient crédibles et aboutissent à des résultats acceptés par tous.

O2 – Contribuer à asseoir la crédibilité de la société civile malagasy en matière d'éducation électorale et d'observation des élections auprès des citoyens et de la population malagasy et vis-à-vis des acteurs électoraux (Media, secteur public, secteur privé, communauté internationale)

Il s'agit pour SAFIDY de « **renforcer l'observation des élections et l'éducation électorale par l'engagement des Organisations civiles et des citoyens notamment des Jeunes et des femmes** ».

### **Résultats attendus:**

Pour atteindre ces objectifs, trois résultats (Effets /objectifs spécifiques) sont attendus du projet SAFIDY :

**R.1 (ES1) :** La population et les OSC sont mobilisées et conscientes de leurs droits et de l'intérêt de prendre davantage part et de manière responsable au processus électoral dans les régions d'interventions.

**R.2 (ES2):** La société civile est organisée et s'implique avec efficacité dans le suivi du processus électoral, et notamment dans l'observation nationale

**R.3 (ES3) :** Promouvoir la redevabilité des parties prenantes dans le processus électoral par rapport au respect de la loi.

### **Détails des activités :**

#### **R1 : La population et les OSC sont mobilisées et conscientes de leurs droits et de l'intérêt de prendre davantage part et de manière responsable au processus électoral dans les régions d'interventions**

**Produit 1.1 : Une stratégie d'éducation engageant toutes les parties prenantes ; un kit de communication multicanal**

- *Élaborer une stratégie d'intégration pérenne de l'éducation et de communication électorale dans les activités de sensibilisation des OSCs ancrées à la base et recadrer la conception des outils et supports d'éducation et de communication*
- *Finaliser, produire et rendre disponibles la stratégie et les outils et supports d'éducation et de communication*

**Produit 1.2 : Pool national de compétences en matière d'éducation et de communication électorales, des campagnes d'éducation et de communication à toutes les étapes du processus électoral**

- *Renforcer les capacités des OSC pour la mise en place d'un pool national de compétences en matière d'éducation et de communication électorales*
- *Mettre en œuvre la campagne d'éducation et de communication par les OSC auprès du grand public*
- *Organiser des sensibilisations et éducations pour les femmes et les jeunes*

### **Produit 1.3. Série d'émissions/articles/reportages avec les médias**

- *Capitaliser les acquis en termes de collaboration entre OSCs et médias en matière d'éducation et de communication électorale*
- *Planifier et mettre en œuvre la campagne d'éducation et de communication à travers les collaborations entre OSC, médias et les autres acteurs dans les districts et localités d'intervention.*

### **R2. : La société civile malagasy est organisée et s'implique avec efficacité dans le suivi du processus électoral, et notamment dans l'observation nationale.**

#### **Produit 2.1. Documents de capitalisation des acquis de l'observatoire SAFIDY**

- *Identifier, faire la cartographie et répartir les Organisations/personnes selon leurs zones d'implantation respectives*
- *Renouveler la demande d'agrément au nom de l'observatoire SAFIDY auprès de la CENI*
- *Capitaliser les acquis et bonnes pratiques internationales*

#### **Produit 2.2. Formations des OSC sur l'observation du processus électoral dans les zones d'intervention**

- *Actualiser la stratégie de formation et Outils de formation avec les guides d'observation bilingue (tronc commun)*
- *Renforcer la capacité de l'équipe nationale de formateurs en technique d'observation au démarrage du projet*
- *Réaliser une formation en cascade pour les OLT districts et les OLT Communes*
- *Organiser la formation des Observateurs Court Terme travaillant pendant le jour J dans les bureaux de vote*
- *Mettre en place et opérationnaliser les équipes de coordination à différents niveaux (régions et districts)*
- *Organiser et opérationnaliser les observateurs à long terme et observateurs citoyens à court terme dans les communes, FKT et bureaux de vote*
- *Opérationnaliser le centre de veille*
- *Mettre en place un système informatique avec application mobile de traitement et d'analyse des données d'observations pour la remontée des informations d'observations*
- *Réaliser le media monitoring*
- *Publier des communiqués de presses à toutes les étapes*

#### **Produit 2.3. Interpellation et plaidoyer transmis aux autorités compétentes**

- *Effectuer des interpellations, des plaidoyers selon les signalements*

### **R3: Promouvoir la redevabilité des parties prenantes dans le processus électoral par rapport au respect des lois**

#### **Produit 3.1 Formation des parties prenantes en matière de contentieux électoral et poursuite des infractions**

- *Elaborer et/ou mettre à jour un guide pratique bilingue sur le contentieux électoral*
- *Finaliser et reproduire le guide sur le contentieux électoral (brochures synthétiques et illustrées en version malagasy sur la poursuite des infractions)*
- *Conduire des Ateliers interrégionaux de formation et de renforcement des capacités des parties prenantes (OSC, PP, citoyens) en matière de contentieux*

#### **Produit 3.2 : Cellule de conseil et d'assistance juridique en matière de contentieux électoral /Suivi juridique des infractions signalées**

- *Elaborer le manuel de procédures & guide de travail de la cellule de conseil et d'assistance juridiques*
- *Recruter, former et rendre opérationnel des téléconseillers juridiques sur le manuel de procédures*
- *Traiter, faire la saisine des irrégularités et infractions signalées, constitution des dossiers et saisine des juridictions compétentes et assurer leur suivi*
- *Atelier de partage des résultats de suivi et capitalisation des acquis en matière de contentieux électoral*

**Produit.3.3 : Monitoring social des institutions électorales par rapport au respect de leurs obligations et missions légales/ Suivi des promesses électorales**

- *Elaborer et valider des outils et méthodologie du monitoring social des institutions électorales (CENI, HCC, TA, TPI)*
- *Conduire du monitoring social des institutions à travers des focus-group auto-évaluations et évaluation citoyenne*
- *Atelier de restitution des résultats et élaboration d'un plan d'amélioration concerté*
- *Conduire des Plaidoyers pour la réalisation des promesses électorales*

**Illustrations/Photos**





**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

	Chaîne de résultats	Indicateurs	Niveau de référence (2018)	Cible (2020)	Valeur actuelle (Août 2020)	Source et moyen de vérification	Hypothèses
<b>Impact (objectif général)</b>	Les résultats des élections sont crédibles et acceptés par tous.	Nombre d'entités contestant définitivement <sup>1</sup> les résultats des élections	1 (2018)	0 (2020)	0	Media, Rapport des Partenaires (CENI, Gouvernement, PTF)	
<b>Effet(s) [Objectif(s) spécifique(s)]</b>	<b>OS 1 :</b> L'engagement des Organisations de la société civile et des citoyens notamment des Jeunes et des femmes dans l'observation des élections et l'éducation électorale est renforcé	Nombre de communes couvertes par l'observation des élections et/ou l'éducation électorale conduites par les OSC engagées dans SAFIDY.  Pourcentage des jeunes et des femmes effectuant de l'observation des élections		800 (2020)  Jeunes 65% Femmes 50% (2020)	1476 <sup>2</sup>  Jeunes 63,10 %	Rapport des OSC réalisant des socio-éducations et sensibilisation électorales.  Rapport Technique de SAFIDY et des partenaires (SACEM/CE NI, OIF EISA, PEV, etc.)	L'environnement juridique, institutionnel, politique, socio-économique et sécuritaire permet aux OSC d'intervenir et mobiliser les citoyens dans toutes les communes même celles enclavées

<sup>1</sup> Menant des actions de contestation en dehors du cadre légal en vigueur et conduisant à la déstabilisation du pays, d'une région, d'un district ou d'une commune (selon le type des élections)

<sup>2</sup> Dont 704 pour les législatives et 772 pour les communales

					Femmes 44,59 %		
	<b>ES1</b> : Les OSC participent activement dans la sensibilisation et l'éducation électorale dans les régions d'interventions.	Nombre d'OSCs mobilisées et mettant en œuvre des actions de sensibilisation et d'éducation électorale.  Nombre de personnes actives dans la sensibilisation et l'éducation électorale.	252 (2018)  1853 (2018)	350 (2020)  3500 (2020)	426  2046	Rapport d'activités de SAFIDY sur la sensibilisation et éducation électorale/ Lettre d'engagement des OSC	Les OSC sont motivées et suffisamment organisées pour mener de l'éducation électorale  La majorité des citoyens/personnes membres des OSC adhèrent à l'éducation électorale.
	<b>ES.2</b> : La société civile est organisée et s'implique avec efficacité dans l'observation des élections de l'observatoire national SAFIDY.	Nombre de rapports conformes <sup>3</sup> fournis par les OSCs incluant toutes les étapes du cycle électoral observées et les recommandations	34 <sup>4</sup> (2018)	41 (2019)	160 <sup>5</sup>	Rapports d'activités incluant le rapport par étapes du cycle électoral par district.  CENI/CED	Les OSC sont motivées et suffisamment organisées et outillées pour mener de l'observation des élections
	Nombre d'OSC qui affectent des personnes <sup>6</sup> dans	755 (2018)	800 (2019)	875 <sup>7</sup>	Rapport d'activités de SAFIDY		

<sup>3</sup> Les rapports des étapes d'observations conformes démontrent que les OSC ont bien assurées leurs rôles d'observateur avec efficacité en suivant l'organisation mise en place dans le cadre de l'Observatoire. Nous envisageons de produire 1 rapport d'OSCs par district pour les 4 étapes principales (Avant la campagne ou Pré-campagne/liste électorale, Campagne, Jour d'élection, Post-électorale)

<sup>4</sup> Les données et informations des observations des 34 districts sont consolidés dans un seul rapport. Il s'agit de les scinder en 34 rapports spécifiques par district qui peuvent être partagées au CED.

<sup>5</sup> Ces rapports sont issus des districts d'intervention de l'observatoire SAFIDY dont 48 pour les élections législatives et 114 pour les élections communales

<sup>6</sup> Les personnes affectées par ces OSC ont pu réellement contribuer par la transmission de leurs données d'observations à temps (formulaires et PV) et qui ont été exploitées dans la base de données de Safidy.

<sup>7</sup> OSC ayant intervenu pendant les élections législatives et communales

		l'observatoire SAFIDY				Liste d'OSC ayant manifesté leur intérêt avec lettre d'engagement /Cartographie des OSC fournissant des données dans la base de données	
	<b>ES.3 :</b> La redevabilité des parties prenantes dans le processus électoral par rapport au respect de la loi est promue et renforcée	Nombre d'Entités/ Institutions ayant assuré de manière satisfaisante <sup>8</sup> leurs rôles dans la promotion et l'application des lois	0 (2018)	2 (2020)	0	Rapport du monitoring des Institutions.	Les Institutions sont fonctionnelles et leurs responsabilités dans l'application des lois sont bien définies.
<b>Produits</b>	<b>Produit 1.1. A-</b> Une stratégie d'éducation engageant toutes les parties prenantes	Nombre d'OSC formées sur la stratégie d'éducation et de communication électorale dans les régions d'intervention	117 (2018)	130 (2020)	883 <sup>9</sup>	Rapport de l'Observatoire SAFIDY	Les OSC et leurs membres sont motivés et engagés pour suivre des formations en éducation électorale  Les conditions (sécuritaire, climatique, politique) leur permettent de se déplacer sans trop de contraintes
	<b>Produit 1.1. B-</b> Kit de communication multicanal	Nombre de kits <sup>10</sup> distribués aux OSCs	441 (2018)	550 (2020)	813 <sup>11</sup>	Rapport de l'Observatoire SAFIDY	

<sup>8</sup> Manière satisfaisante est le résultat de l'audit social/monitoring institutionnel réalisé par les OSC/citoyens au niveau des Institutions concernées

<sup>9</sup> Formation au niveau des districts et communes

<sup>10</sup> Boîtes à images à utiliser pendant les sensibilisations et éducations électorales.

<sup>11</sup> Campagne HIAKA (Hifidy Amin'ny Kaominaly Antsika), campagne de sensibilisation d'éducation électorale

<b>Produit 1.2.A.</b> Pool national de compétences en matière d'éducation et de communication électorale	Nombre d'OSCs présentant un membre du pool de compétences	30 (2018)	40 (2020)	114 <sup>12</sup>	Rapport de l'Observatoire SAFIDY	Les OSC et leurs membres sont motivés et engagés pour devenir parmi les pools de compétences nationales  Les conditions
<b>Produit 1.2.B.</b> Campagnes d'éducation et de communication à toutes les étapes du processus électoral	Nombre de campagnes d'éducation et de sensibilisations aux élections réalisées	252 (2018)	350 (2020)	1015 <sup>13</sup>	Rapport de l'Observatoire SAFIDY/ Rapport de sensibilisation SAFIDY	(sécuritaire, climatique, politique) leur permettent de se déplacer sans trop de contraintes pour réaliser les campagnes
<b>Produit 1.3.</b> Série d'émissions / articles/ reportages avec les médias	Nombre d'émissions coproduites avec les médias	981 <sup>14</sup> (2018)	250 <sup>15</sup> (2020)	331	Rapport de l'Observatoire SAFIDY	Les OSC et leurs membres ainsi que les medias/journalistes sont disposés à travailler ensemble.
<b>Produit. 2.1.</b> Documents de capitalisation des acquis de l'observatoire SAFIDY	Nombre de documents de capitalisation diffusés	01 (2018)	01 <sup>16</sup> (2020)	En cours	Rapport de l'Observatoire SAFIDY	
<b>Produit. 2.2.</b> Formations des OSC sur l'observation du processus électoral dans les zones d'intervention	Nombre de formations réalisées dans le cadre de l'observatoire	563 (2018)	622 (2019)	1596 <sup>17</sup>	Rapport de l'Observatoire SAFIDY	Les OSC et leurs membres sont motivés et engagés pour suivre des formations  Les conditions (sécuritaire, climatique, politique) leur permettent de se déplacer sans

<sup>12</sup> Cela correspond au nombre de districts d'intervention de SAFIDY

<sup>13</sup> Une campagne d'éducation et de sensibilisation par fokontany

<sup>14</sup> 981 : Presse écrite 350, TV 36, Radio 595

<sup>15</sup> Budget pour les émissions diminuées et priorisation aux émissions plus pérennes avec les médias

<sup>16</sup> Un document issu du processus de capitalisation de SAFIDY et mettant à jour la capitalisation actuelle

<sup>17</sup> 02 formations au niveau national, 118 au niveau des districts (48 pour les élections législatives et 70 pour les communales) et 1476 au niveau des communes (704 pour les législatives et 772 pour les communales)

							trop de contraintes
	<b>Produit. 2.3.</b> Rapports d'observations par SAFIDY contenant des recommandations précises sur la base des Fiches d'observations et des PV.	Nombre de rapports d'étapes <sup>18</sup>	5 (2018)	6 <sup>19</sup> (2019)	7	Rapport d'observation	Les OSC sont motivées et suffisamment organisées et outillées pour mener de l'observation des élections.  Les conditions (sécuritaire, climatique, politique) leur permettent de se déplacer sans trop de contraintes pour faire les observations.  La CENI facilite et collabore avec les observateurs.
	<b>Produit. 2.4.</b> Interpellation et plaidoyer transmis aux autorités compétentes	Nb d'interpellation et plaidoyer envoyé avec notre suivi <sup>20</sup>	5 (2018)	10 (2020)	23	Rapport de plaidoyer et de communication institutionnelle avec les Partenaires et leurs Décideurs	Les OSC sont motivées et suffisamment organisées et outillées pour mener de des plaidoyers et interpellations  Les Institutions/Décideurs sont ouverts et réceptifs et ne font pas/ne menacent de représailles des OSC.
	<b>Produit.3.1.</b> Formation des OSC engagées dans SAFIDY	Nombre de participants aux formations	0 (2018)	90 (2019)	180	Rapport de formation	Les OSC et leurs membres sont motivés et engagés pour

<sup>18</sup> Etapes concernées : Avant campagne, campagne électorale, Jour J, Transfert, traitement et proclamation des résultats, Contentieux électoral

<sup>19</sup> 5 Etapes précédentes plus le suivi des promesses électorales

<sup>20</sup> Le suivi est mis en évidence soit par des ateliers/réunions et/ou conférence de presse, soit par des transmissions écrites

	en matière de contentieux électoral et poursuite des infractions.					Fiche de présence	<p>suivre des formations en éducation électorale.</p> <p>Les Institutions responsables (HCC, CENI, TPI) sont ouvertes à une collaboration avec les OSC.</p> <p>Les conditions (sécuritaire, climatique, politique) leur permettent de se déplacer sans trop de contraintes.</p>
	<b>Produit.3.2.</b> Cellule de conseil et d'assistance juridique en matière de contentieux électoral opérationnelle.	Nombre de requêtes/plaintes traitées par la cellule de conseil et d'assistance juridique de SAFIDY et transmises au niveau des juridictions compétentes (TPI, TA, HCC)	3 (20 18)	14 (20 19)	18 <sup>21</sup>	Rapport de la cellule de Conseil et d'assistance juridique de SAFIDY  HCC  TA, TPI dans les zones d'intervention	<p>Les Institutions responsables (HCC, CENI, TPI) sont ouvertes à une collaboration avec les OSC.</p> <p>Les juristes partenaires (Regroupement et Associations de Magistrats et Avocats) sont motivés par l'engagement citoyen aux élections.</p>
	<b>Produit.3.3.A.</b> Monitoring social des institutions électorales par rapport au respect de leurs obligations et missions légales.	Nombre d'institutions électorales acceptant d'être monitorées	5 (20 18)	5 <sup>22</sup> (20 20)	1	Rapport de monitoring	Les Institutions/Pre miers responsables sont réceptifs et acceptent d'être auditées/monitorées par les OSC/Citoyens

<sup>21</sup> 6 au niveau de la HCC et 12 au niveau du TA

<sup>22</sup> Le monitoring social va concerner les mêmes institutions pour voir l'amélioration

	<b>Produit.3.3.B</b> Suivi des promesses électorales.	Nombre d'engagements présidentiels suivis	0  (20 18)	13 <sup>23</sup>  (20 20)	1	Rapport d'analyse des programmes IEM Rapports des PTF	Les documents et programmes des Gouvernants (PGE, LOLF, Rapports, etc.) par rapport aux promesses sont clairs et lisibles dans les
--	--	---	---------------------	------------------------------------	---	---	--

**Avancement du projet :** Le projet a déjà touché a sa fin mais les activités de l'Observatoire SAFIDY continuent. En effet, l'Observatoire a réalisé l'observation des élections sénatoriales. La formalisation de l'Observatoire SAFIDY en associant a également été réalisé au mois de Janvier 2021.

## 1.2 Projet 2 : Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des fonds COVID19

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Juillet 2020 – Septembre 2021 (15 mois)
<b><u>Titre du projet</u></b>	<b><u>Suivi de la Transparence et de l'Effectivité et de l'utilisation des Fonds alloués à la lutte contre la pandémie COVID19 (STEF-COVID19)</u></b>
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	CCOC, TI-MG, ONG Hltsy, OIMP, MSIS Tatao, ONG Tolotsoa, ONG Ravintsara
<b><u>Montant du financement (Euros)</u></b>	284 982,8 €
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Union Européenne
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	National
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ministères et institutions concernés par les allocations liées au Covid19 qui devraient avoir une compréhension et une pratique plus accrues de la transparence et de la redevabilité,</li> <li>• Les organisations de la société civile nationales qui auront les capacités d'assurer le leadership et de se coordonner dans la conduite des suivis de la transparence et de la gestion des finances publiques ainsi que de mener les plaidoyers pour leur amélioration.</li> </ul>

<sup>23</sup> Nombre d'engagements (velirano) confrontés aux priorités du livre blanc de la société civile

- Les OSC décentralisées (districts et communes) surtout les jeunes/OSC qui auront renforcé leurs capacités de suivi des allocations de l'Etat par la mise en place d'un mécanisme de suivi de l'effectivité des actions financées par les fonds publics dans leur localité.
- Les medias qui auront plus d'informations sur la gestion des fonds COVID-19 et des finances publiques en général et qui pourront mieux informer les acteurs et les citoyens de leur efficacité ou non.
- Les citoyens qui auront plus de connaissances sur les fonds alloués au COVID-19, la transparence et la destination de leur utilisation et qui par la suite, oseront de plus en plus réclamer la transparence et la redevabilité auprès des responsables

**Contexte :**

Depuis la découverte du Covid-19 à Wuhan en Chine, la situation a rapidement évolué. L'OMS a qualifié la situation en tant que pandémie le 11 mars 2020. Le virus s'est rapidement répandu tant au niveau des pays développés que des pays en développement. Face au contexte actuel de globalisation, notamment la libre circulation des biens et des individus, le sort du monde entier est lié. L'économie mondiale connaît ainsi une crise pas seulement sanitaire mais également sociale et économique.

Comme la majorité des pays dans le monde, Madagascar n'a pas été épargné par la pandémie du Covid-19 qui est toujours dans sa phase d'expansion sur le territoire. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire le 21 mars 2020<sup>24</sup> : les frontières ont été fermées et les 03 villes d'Antananarivo/Analamanga, Toamasina/Atsinanana et Fianarantsoa/Haute Matsiatra placées en confinement, entraînant un fort ralentissement économique avec la fermeture de plusieurs entreprises et la mise en chômage partiel ou technique de milliers d'employés. Le secteur informel a également subi un grand coup car les petits commerçants de rue, les tireurs de pousse-pousse, les lavandières, etc. ont dû arrêter leur travail ou l'ont fait à mi-temps. Parallèlement aux mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie, l'Etat a dû prendre des mesures économiques et sociales d'accompagnement des entreprises et de la population en reportant, entre autres, le paiement des impôts et en mettant en place des appuis pour certaines catégories de la population (chauffeurs de taxis, chauffeurs et receveurs de bus, laveuses...). Au niveau financier, en plus de ses ressources propres internes mises à mal par le report des recettes fiscales, l'Etat a bénéficié de dons d'entités privées et d'une forte mobilisation des partenaires techniques et financiers. Le Ministère de l'Economie et des Finances a ainsi publié un communiqué le 15 avril 2020, faisant état d'un financement de la part des partenaires techniques et financiers de plus de 440 millions d'USD. En tout état de cause, la pandémie a revu à la baisse les ambitions économiques du pays. La prévision de croissance a été abaissée de 5.5% à 2.4% selon une évaluation de l'impact économique demandée par le FMI.

Si la lutte contre le covid-19 nécessite une mobilisation de tous, dans l'urgence, la société civile est aussi consciente du haut niveau de risques de détournement et d'utilisation inadéquate des fonds durant cette période délicate, avec, par exemple, un manque de visibilité quant à la destination des fonds, un recours abusif aux marchés de gré à gré. Les mécontentements et réactions des communautés et citoyens supposés bénéficier des aides et protections sociales ne cessent d'augmenter. Les compte-rendu sur l'utilisation des fonds aussi bien au niveau national que dans les régions et districts sont rares voire inexistantes. Selon une étude récente de la Banque Mondiale<sup>25</sup>, en moyenne 7,5% des sommes prêtées aux pays en développement finissent dans les paradis fiscaux. Ce qui dénote ainsi un risque important de corruption, surtout dans la pratique des procédures d'exécution budgétaire exceptionnelles où les contrôles administratifs et/ou politiques des actes du Gouvernement semblent être réduits au minima.

A ce titre, la société civile se mobilise et s'engage pour mettre en place un mécanisme de suivi de ces fonds, de la planification à l'allocation et jusqu'à leur utilisation. Le contexte particulier de

<sup>24</sup> Décret N°2020 – 359 du 21 mars 2020 proclamant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire de la République

<sup>25</sup> [Elite Capture of Foreign Aid. Evidence from Offshore Bank Accounts. World Bank, February 2020](#)

déconfinement partiel nécessite cependant une méthodologie innovante pour l'obtention des données recherchées et le suivi efficace du processus. Le présent projet « Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds COVID-19 ou STEF » fait partie de cet engagement. Il est proposé par MSIS-Tatao en consortium avec CCOC, TI-MG, OIMP, ONG Tolotsoa, ONG Ivorary, ONG SAHA, ONG HITSY, toutes des OSCs œuvrant dans l'amélioration de la gestion et de la transparence des finances publiques, la promotion de la redevabilité sociale et la lutte contre la corruption.

#### **Objectifs du projet**

1. Les fonds alloués à la mise en œuvre des réponses de l'Etat à la pandémie sont gérés de manière transparente et atteignent leur destination/bénéficiaires.
2. Les OSC travaillant dans la gouvernance des finances publiques sont mobilisées pour mettre en place des mécanismes de suivi de la transparence et de l'efficacité de l'utilisation des budgets de l'Etat.

#### **Résultats attendus:**

- ES1 : Les OSC sont renforcées dans le suivi de l'effectivité des décisions stratégiques & instruments & Marchés Publics liés au COVID-19 au niveau national.
- ES2. Les OSC locales (district, commune et Fkt) et les citoyens s'impliquent avec efficacité dans le suivi-observation de la transparence et l'effectivité des fonds/ressources COVID-19 dédiés aux services pour les usagers/ bénéficiaires.
- ES3- Les OSC s'engagent dans l'éducation des citoyens et acteurs sur les enjeux de la transparence de la gestion des finances publiques (Rôles/actions de OSC).

#### **Détails des activités :**

##### **Produit 11. Décisions/informations politiques, juridiques, programmatiques/budgétaires suivies et analysées**

###### **A111. Veille informationnelle régulière**

*Livrables : Rapports bimensuels/mensuels de veille informationnelle, Articles à insérer dans la Revue SCOPE*

##### **Produit 12. Marchés publics suivis et observés**

###### **A121. Elaborer les outils et réaliser les formations pour le suivi des MP**

###### **A122. Réaliser le suivi des MP**

##### **Produit 13. Campagne de plaidoyer au niveau national**

###### **A131. Conduite de campagne de plaidoyer au niveau national**

###### **A132. Interpellation et dénonciation**

**ES2. Les OSC locales (district, commune et Fkt) et les citoyens assurent avec efficacité le suivi-observation de la transparence et l'effectivité des fonds/ressources COVID-19 dédiés aux services pour les usagers/ bénéficiaires.**

##### **Produit 21 : Plans régionaux/Districts de contingence ou de réponses au COVID-19 suivis (Rapports de suivi)**

**A211.: Engager les observateurs en valorisant les réseaux d'OSC observateurs actuellement fonctionnels au niveau de SAFIDY/ROHY et en partant de la capitalisation des acquis des OSC engagées dans le projet.**

**A212. Formation des OSC en matière de suivi et d'observation des plans locaux de réponses au covid19**

**A213. Réaliser les suivi-observations des plans/actions de réponses en matière de santé, de sécurité, des initiatives économiques, financières et de protection sociale**

##### **Produit 22. Transferts de fonds aux Communes et aux CSB suivis (Rapports de suivi)**

**A221. Sélectionner et engager les Responsables des Suivi-Observateurs Communaux (RSOC)**

**A222 : Réaliser la formation des Observateurs**

**A223. Réaliser les suivi-observations des subventions communales** (1 fois, lorsque les subventions aux Communes et/ou CSB sont envoyées)

**A223. Disséminer les résultats**

**Produit 23. Actions des Comités Locaux au niveau des Fokontany (CLF-Loharano) pour la distribution des aides suivis (Rapports de suivi)**

**A221. Sélectionner et engager les Responsables des Suivi-Observateurs Fokontany (RSOF)**

**A222 : Réaliser la formation des Observateurs**

**A232. Réaliser le suivi-observation des actions des CLF et des distributions des aides/vivres aux vulnérables au niveau FKT**

**Produit 24. Suivi au niveau des bénéficiaires Cash pour la protection sociale (Rapports de suivi des TMNC/Tosika Fameno)**

**A241. Etablir la base d'échantillonnage et faciliter l'approche des bénéficiaires**

**A242. Opérationnaliser le Centre d'appel et de saisie**

**A243. Réaliser le suivi-observation des bénéficiaires par appel téléphonique grâce à un centre d'appel**

**Produit 25. Signalement via les Numéros Verts (Rapport de suivi)**

**A251. Elaborer le manuel de procédures & guide de travail de la cellule de conseil et d'assistance**

A252. Recruter, former et rendre opérationnel les Numéros verts

A253. Traiter et produire des rapports sur les irrégularités et anomalies signalées

**Produit 26. Investigation MALINA Journalistes**

A261. Engagement des journalistes

A262. Travaux d'investigation et production d'articles/reportages

**ES3. Les citoyens et acteurs sont informés et éduqués sur la transparence et l'effectivité de l'utilisation des fonds en réponses au COVID-19**

**Produit 31. Site Web et Réseaux sociaux fonctionnels**

A311. Mettre en place le comité et l'équipe de rédaction des outils de diffusion

A312. Concevoir, mettre en place et animer le site web et une page Facebook

**Produit 32. Bulletin d'informations**

A321. Concevoir et éditer les numéros du bulletin

A322. Diffuser les bulletins

**Produit 33. Série d'émissions / articles/ reportages avec les médias**

A331. Réaliser des émissions radios et télé avec les médias nationaux et locaux

A332. Intervenir dans les émissions radios et tvs populaires

A333. Couvrir et diffuser les débats et les événements organisés par les OSCs

**Produit 34. Campagnes d'éducation et de communication par les jeunes**

A341. Elaborer de manière participative un plan d'éducation et de communication avec les OSCs jeunes

A342. Elaborer, produire et diffuser les outils et supports d'éducation et communication (spots tv et radios, affiches, dépliants)

A343. Former les OSCs jeunes à la mise en œuvre de la campagne

A344. Mettre en œuvre la campagne d'éducation et de communication dans les communautés de base

### Illustrations/Photos



### Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

- Production de trois bulletins d'information
- Plaidoyer pour la mise en place du comité de pilotage et la publication des rapports financiers COVID19
- Mise en place de numéros verts
- Formation de douze OSC dans le suivi des marchés publics
- Production de trois articles d'investigation (MALINA)

**Avancement du projet :**

Arrivé au 7<sup>ème</sup> mois de sa mise en œuvre, le projet STEF est actuellement à la production de son 4<sup>ème</sup> bulletin qui traite de la

### 1.3 Projet 3 : MAFFA

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Août à Novembre 2020
<b><u>Titre du projet</u></b>	Miara-miombon'Antoka ho Fangaraharahan'ny Fitantanana amin'ny Ady COVID19 – Antananarivo (MAFFA – COVID19)
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	CCOC, MSIS Tatao, OIMP, ONG Hitsy, ONG Ravintsara, ONG Saha, ONG Tolotsoa, Transparency International Initiative Madagascar (TI-MG)  Hetsika Rohy
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	<b>63 820 000,00 MGA</b>
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Fanainga – Appui à la société civile malagasy
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Commune Urbaine d'Antananarivo.
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les groupes vulnérables, notamment 100 000 foyers au niveau de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA).</li> <li>• Les organisations citoyennes et les communautés de base en matière de sensibilisation et de mobilisation et prise de responsabilité dans le cadre de la lutte contre la pandémie COVID19. <b>(18 OSC locale au total ayant bénéficié d'un financement de microprojet à hauteur de 500 000 ariary chacune)</b></li> </ul>
<p><b><u>Contexte</u></b> : Madagascar est entré dans l'état d'urgence sanitaire depuis le 21 Mars 2020 après avoir constaté 12 cas positifs à la Covid19. Depuis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, des mesures de restrictions des libertés publiques ont été mises en place, à l'exemple du confinement. Bien que nécessaire, ces mesures ont eu des impacts négatifs sur les groupes vulnérables vivant au jour le jour. Pour limiter l'impact négatif des mesures de confinement, l'Etat malgache avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, a entrepris des mesures d'accompagnement telles que la distribution de Tosika Fameno et de Vatsy Tsinjo (aide financière à hauteur de 100 000 Ariary) et Tosika Fameno (paniers de PPN à une valeur de 30 000 Ariary) destinés à 187 000 foyers sur tout Madagascar. Plusieurs dysfonctionnements ont été constatés lors de la distribution de la première vague de ces aides sociales (plainte sur la liste des bénéficiaires, non-respect des gestes barrières lors des opérations de distribution, manque de coordination entre le acteurs locaux comité loharano/Fokontany et les acteurs centraux CUA, ministère...)</p> <p>Le projet MAFFA, en collaboration avec le projet STEF COVID19, a été ainsi créé pour appuyer la CUA et les PTF à travers la mobilisation de bénévoles, notamment les jeunes pour la constitution de la liste des bénéficiaires mais également pour appuyer sur la commune dans la logistique des distributions. Mais également, cette initiative vise à renforcer les communautés de base et les organisations citoyennes dans le suivi des programmes Tosika Fameno et Vatsy Tsinjo.</p>	
<p><b><u>Objectifs du projet</u></b> : L'initiative visait à renforcer la société civile locale et notamment les jeunes à prendre leurs responsabilités dans la lutte contre la pandémie COVID 19 au niveau de leur communauté (Quartiers/Fokontany et Arrondissement) à travers la conduite de sensibilisation et l'éducation citoyenne auprès de leur communauté, l'appui aux Fokontany et Comités Locaux dans l'organisation des appuis aux personnes/ménages vulnérables et en même temps dans</p>	





#### **Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- 427 (pour 500 cibles au départ) bénévoles ont été recrutés puis formés pour l'accompagnement communautaire (dont 2 responsables distribution pour chaque Fokontany, 37 superviseurs et 6 responsables d'arrondissement)
- 18 OSC locales (3 par arrondissement) ont bénéficié d'une formation puis d'un financement de microprojet de sensibilisation à hauteur de 500 000 ariary chacun
- 3 émissions de sensibilisation sur 5 chaînes Radio ont été réalisées
- 1 débat télévisé sur l'Emission Ankitsipo de la chaîne Kolo TV
- 4 spots vidéo de communication

#### **Avancement du projet :**

- Le projet a été bouclé fin Novembre 2020
- Rapport financier envoyé à Fanainga

#### **Prochaines activités :**

- Audit
- Rédaction du rapport final

#### 1.4 Projet 4 : Field App – Monitoring des CHU

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	14 août – 3 octobre 2020
<b><u>Titre du projet</u></b>	Pilote du Covid-19 FieldApp in Madagascar
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	TruefootPrint
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	100 000 Ariary
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Fonds propres ONG Ivorary
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Antananarivo – Analamanga : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Centre Hospitalier Universitaire Befelatanana</li> <li>• Hopital Joseph Ravoahangy Andrianavalona (HJRA)</li> <li>• Centre Hospitalier Universitaire Andohotapenaka</li> </ul>
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	TruefootPrint et ONG Ivorary
<b><u>Contexte :</u></b>	
<p>La pandémie de covid 19 met les systèmes de santé à rude épreuve. FieldApp est une application destinée à aider dans la vérification des éléments de protection présents ou non au niveau de ces établissements de santé. La situation sanitaire mondiale appelle à une collaboration entre les gouvernements, les autorités centrales et les agents de santé afin d'endiguer la pandémie. FieldApp intervient en ce sens en proposant une surveillance des patients à haut risque, à maladies sous-jacentes, des personnes en situation de handicap, etc. Le partenariat avec le gouvernement central permettra une utilisation de l'outil par/ pour d'autres patients comme ceux atteints du VIH-SIDA ou de la tuberculose.</p>	
<b><u>Objectifs du projet</u></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'un outil de surveillance au niveau du système de santé</li> <li>• Contribuer à la couverture santé universelle</li> </ul>	
<b><u>Résultats attendus:</u></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appropriation de l'outil par les moniteurs</li> <li>• Opérationnalisation de l'outil pour d'autres maladies</li> <li>• Naissance d'une collaboration avec le Ministère de la santé publique</li> </ul>	
<b><u>Détails des activités :</u></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appel à moniteurs bénévoles</li> </ul>	

- Formation en ligne des moniteurs
- Rencontre avec les internes bénévoles sur terrains
- Collecte de données via l'application FieldApp
- Rapport final

#### **Illustrations/Photos**



#### **Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- 17 rapports au cours de la période
- Sur les 10 moniteurs prévus initialement : 6 seulement ont été actifs - Depuis le début du projet pilote, 6 moniteurs au total ont enregistré des données dans tous les centres. Le nombre de fois où ils ont répondu collectivement aux 4 questions de l'application était de 148.
- En ce qui concerne l'enregistrement et la résolution des problèmes, 2 moniteurs au total ont maintenant enregistré des problèmes, 1 les a marqués comme résolus et 4 ne l'ont pas fait non plus.

#### **Avancement du projet :**

- Le projet pilote a été bouclé le 3 octobre 2020
- Prise de contact avec le Ministère de la santé via une source en interne

### 1.5 Projet 5 : Miara-miombon'Antoka amin'ny Fiarovana eny amin'ny Fitsarana (MAFI)

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	12 mois
<b><u>Titre du projet</u></b>	Miara-miombon'Antoka amin'ny fiarovana eny amin'ny Fitsarana
<b><u>Logo du projet</u></b>	
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	Comité pour la Réforme de l'Intégrité Judiciaire (Ministère de la Justice)
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	189 Millions d'Ariary
<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	Fanainga-Appui à la société civile
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Antananarivo, Toamasina, Toliara
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	Les justiciables qualifiés de groupes vulnérables
<b><u>Contexte :</u></b>	
<p>La majorité de la population malagasy se trouve encore en situation d'auto-exclusion face à l'administration publique en général, et face au système judiciaire en particulier. Les personnes vulnérables sont particulièrement les plus concernées. Cette situation est, d'une part, due à l'insuffisance d'assistances juridiques pour les accompagner à faire face aux arcanes du monde judiciaire, et d'autre part au manque de moyens financiers pour se procurer les services des professionnels de la justice (avocat, huissier, notaire, etc.) qui sont indispensables au fonctionnement du système judiciaire. A cela s'ajoute le faible niveau d'éducation ainsi que la perte de confiance de la population envers la justice à cause de ses nombreux dysfonctionnements tels que la corruption qui devient une pratique normalisée tout au long de la procédure judiciaire (garde à vue, enquête, instruction, jugement, incarcération,), le délai de traitement de dossiers irraisonnable, etc. ce qui sont de nature à la décourager de porter leurs affaires devant la justice. Tous ces facteurs combinés constituent indubitablement des entraves au droit à l'accès à la justice de ces justiciables rendant celui-ci inefficace.</p> <p>Désireux d'apporter un changement face à ce statu quo, l'ONG IVORARY en étroite collaboration avec la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire (CRIJ) met en œuvre avec le soutien technique et financier de FANAINGA-Appui à la société civile le projet MAFI (Miara-Miombon'Antoka amin'ny Fiarovana eny amin'ny Fitsarana) ou l'entraide citoyenne pour la justice dont l'objectif principal est de promouvoir le droit à l'accès à la justice des groupes vulnérables en leur fournissant les moyens de se procurer les services des professionnels de la justice lorsqu'ils seront amenés à défendre leur droit devant les autorités publiques.</p>	
<b><u>Objectifs du projet:</u></b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Généralement, le projet vise à promouvoir le droit à l'accès à la justice des personnes vulnérables.</li> </ul>	

- Concrètement, il ambitionne de mettre en place une société d'assurance mutuelle chargée de les prendre en charge en cas de choc judiciaire moyennant une cotisation selon leur faculté de contribution. Mais également de leur fournir des assistances juridiques/conseils juridiques en cas de besoin.

### **Résultats attendus:**

- Amélioration de l'accès à la justice pour les groupes vulnérables et renforcement de l'engagement citoyen pour les jeunes juristes
- Accessibilité des services d'assistance judiciaires de base à ces groupes et aux autres personnes intéressées
- Réduction de la population carcérale et restauration de la confiance du public en la justice

### **Détails des activités :**

Le projet MAFI est un projet qui se déroule en deux étapes. La première étape consiste à mener une étude sur l'état des lieux de l'accès à la justice pour identifier les difficultés rencontrées par les personnes vulnérables afin de répondre à leurs besoins en la matière. La deuxième étape consiste à la mise en place effective de la société mutuelle d'assurance une fois que la première étape est achevée. A l'heure actuelle, le projet est encore dans la mise en œuvre de la première phase dont les activités sont détaillées comme suit :

- Phase de préparation et de lancement :
  - Réunion de cadrage avec l'équipe de l'ONG Ivorary et celle du JMC consultant en charge de réaliser l'étude sur l'accès à la justice
  - Formation des 18 juristes enquêteurs durant deux jours
  - Elaboration et conception des fiches d'enquêtes
  - Programmation des descentes sur terrain
- Phase de descente sur terrain :
  - Réalisation des enquêtes au niveau des trois zones d'intervention à savoir Antananarivo, Toamasina et Toliara
  - Saisies et traitement des données récoltées après les enquêtes

### **Illustrations/Photos**



**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- 1800 personnes ont été enquêtées sur tous les trois zones d'intervention. Toutes les personnes enquêtées sont convaincues par le projet et affirment être prêtes à devenir membre de la société mutuelle d'assurance ;
- Engagement des 18 juristes enquêteurs volontaires pour mener à bien le projet;
- Implication des différents responsables comme les chefs de juridiction, chef d'établissement pénitentiaire, etc. dans la concrétisation du projet en facilitant les démarches nécessaires lors des enquêtes et en fournissant des informations et des statistiques sur le thème de l'accès à la justice ;
- Partenariat avec l'ordre des avocats.

**Avancement du projet :**

La première étape du projet est presque arrivée à son terme. Actuellement, nous sommes dans la phase d'analyse et de traitement des données collectées lors des enquêtes en vue d'établir :

- Le rapport provisoire ;
- Le rapport définitif.

A part cela, l'ONG Ivorary et l'ordre des Avocats de Madagascar ont signé une convention de défense pour la concrétisation du projet, notamment dans le volet assistances et conseils juridiques.

**Prochaines activités :**

- Organisation d'un atelier en vue de la restitution du rapport final de l'étude sur l'accès à la justice prévu pour la semaine du 8 février 2021
- Lancement de la deuxième phase du projet pour la mise en place de la société mutuelle d'assurance

**1.6 Mission : Cartographie des risques de corruption dans la délivrance des droits de visa**

<b><u>Période de mise en œuvre</u></b>	Février 2020 – Juin 2020
<b><u>Titre du projet</u></b>	Cartographie des risques de corruption dans la délivrance des droits de visa
<b><u>Logo du projet/client</u></b>	 <p>The logo for MADA-OZI features a stylized blue and white circular emblem with a white arrow pointing upwards. Below the emblem, the text 'MADA OZI' is written in a bold, blue, sans-serif font, with 'MADA' on the top line and 'OZI' on the bottom line.</p>
<b><u>Co-demandeurs/Partenaires</u></b>	Ministère de la sécurité publique – Ravinala Airport
<b><u>Montant du financement (Ariary)</u></b>	6 300 000

<b><u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u></b>	MADA OZI
<b><u>Zones d'intervention</u></b>	Analamanga
<b><u>Bénéficiaires du projet</u></b>	MADA OZI
<p><b><u>Contexte :</u></b></p> <p>Le 30 Novembre 2017, le gouvernement malagasy a décrété l'instauration d'un visa électronique pour les étrangers de la catégorie non-immigrants<sup>1</sup>. Dans un premier temps, l'Etat malagasy a confié la délivrance de visa électronique à un délégué. La société Ametis, comme délégué, a fait un appel aux services de MADA OZI comme sous-traitant.</p> <p>L'Etat a considéré un non-respect des cahiers des charges par l'entreprise Ametis. A ce titre, l'Etat malgache a décidé de confier directement la délivrance des visas électroniques à la société MADA OZI. Cette tâche comprend notamment la collecte de la taxe d'entrée avant son transfert vers les caisses de l'Etat. Une fois officiellement annoncée délégué du Ministère de la Sécurité Publique, la société MADA OZI a organisé une conférence de presse pour préciser que désormais l'entreprise travaille pour son propre compte tout en déplorant les tentatives de transférer la délivrance de visas à une entreprise étrangère.</p> <p>Entre autres, la société MADA OZI estime d'importants risques de corruption au niveau de ses activités, tant au niveau interne qu'externe. En tant que sous-traitant du Ministère de la Sécurité Publique, elle souhaite prendre des mesures face à ce fléau pour conforter sa position.</p>	
<p><b><u>Objectifs du projet</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dresser de façon participative une cartographie des risques de corruption au sein de l'entreprise Mada OZI.</li> <li>• Identifier les risques de corruption</li> <li>• Mettre en place un plan de mitigation visant à atténuer/effacer les mauvaises pratiques et les formes de corruption au sein de l'entreprise.</li> </ul>	
<p><b><u>Résultats attendus:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les risques de fraudes et de corruption au sein de la société sont évalués ;</li> <li>- Les employés de Mada OZI sont sensibilisés sur la lutte contre la corruption ;</li> <li>- Un plan de mitigation de risques est mis en place de manière participative.</li> </ul>	
<p><b><u>Détails des activités :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formations des employés de Mada Ozi sur l'éthique et la lutte contre la corruption</li> <li>• Entretiens</li> <li>• Focus group avec les employés</li> <li>• Synthèse et analyse</li> <li>• Reporting</li> <li>• Restitution</li> <li>• Rédaction code de bonne conduite professionnelle et d'intégrité</li> </ul>	
<p><b><u>Illustrations/Photos</u></b></p>	



**Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)**

- Un code de bonne conduite professionnelle et d'intégrité a été rédigé
- Les employés de Mada OZI ont bénéficié d'une formation sur la LCC

**Avancement du projet :**

Le projet a été bouclé fin juin par la remise du rapport final en mois de mai et du code de bonne conduite professionnelle et d'intégrité fin juin.

**2 Bilan des actions de plaidoyer**

**2.1 Justice**

**2.1.1 Plaidoyers pour l'adhésion des candidats à la Charte de bonne conduite et d'intégrité dans le cadre des élections au Conseil Supérieur de la magistrature.**

**Contexte :**

Les élections, en l'occurrence les campagnes électorales des membres du CSM ne font l'objet d'aucun encadrement à l'exemple du manque de transparence des financements des dépenses de campagnes, les différentes formes de mauvaises pratiques électorales (invitation aux restaurants). Mais surtout, le choix des membres du CSM est un tournant majeur dans la restauration de la confiance citoyenne vis-à-vis de la justice. La mise en place de représentants/membres intègres constitue ainsi un enjeu important pour améliorer la Justice à Madagascar et promouvoir une gestion de carrière impartiale et performante des magistrats.

La Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats au CSM est un ensemble de treize (13) engagements auxquels les candidat.e.s au CSM seront invités à signer. La charte est une manifestation individuelle de la volonté des candidats à respecter les principes y établis.

**Objectifs :**

L'objectif de l'adhésion des candidats à la charte de bonne conduite et d'intégrité est de :

- Promouvoir l'intégrité des candidats le cadre des élections au CSM et la transparence de financement des campagnes électorales ;
- Tenir redevable les élus pour leur respect de l'éthique et la déontologie dans le cadre de leurs fonctions ;
- Contribuer à l'amélioration du milieu de la justice à Madagascar

**Cibles :** Les candidats aux élections du Conseil Supérieur de Magistrature

**Partenaires :**

- la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire (CRIJ) mis en place par l'arrêté 2475-2018 ;
- le Conseil en Ethique et Déontologie (CED) ;
- le MEDEM ;
- le Ministère de la Justice ;
- le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) ;

**Résultats :**

6 candidats sur 40 ont adhéré à la Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats au Conseil Supérieur de la Magistrature soit 15% :

Les candidats signataires sont présentés dans le tableau suivant :

Nom et prénoms	Fonction
RAKOTOMAHANINA Andrianiaina Franklin James	Collaborateur, Direction des Programmes et de Suivi Evaluation, Ministère de la Justice
RANDRIANANDRASANA Vonjiniaina	Directeur Administratif et Financier des Pôles Anti-Corruption
RANOELIMANANA Vahinisoa Sehenon	Directeur des Affaires Juridiques, Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
RASOLO Nandrasana Georges Merlin	Ex-Directeur de cabinet civil du Premier Ministre
RAZAFINJATOVO Meloniaina Herizo	Chef de service de l'Ethique et de la Prévention à la Direction de la Promotion de l'Intégrité, Ministère de la Justice
RAMANANTSOA Nomenaharinerana Mihamintsoa	Substitut du Procureur de la République près le TPI d'Antananarivo

### 2.1.2 Organisation débat des candidats pour les élections au Conseil Supérieur de la Magistrature

Toujours dans le cadre des élections des membres du CSM pour le nouveau mandat, l'ONG IVORARY et ses partenaires ont organisé un débat en ligne le 8 Novembre 2020. L'objectif était de permettre aux candidats de discuter et de débattre sur les thématiques dans le secteur de la justice.



**DEBAT DES CANDIDATS A L'ELECTION  
CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE (CSM)**

**AVEC LA PARTICIPATION DE :**

- RAKOTOMAHANINA ANDRIANIAINA FRANKLIN JAMES, CANDIDAT N°13
- RANDRIANANDRASANA VONJINIAINA, CANDIDAT N°14
- RAOELIMANANA VAHINISOA SEHENO, CANDIDAT N°15
- RASOLO NANDRASANA GEORGES MERLIN, CANDIDAT N° 16
- RAZAFINJATOVO MELONIAINA HERIZO, CANDIDAT N° 18

**SUR LES THÉMATIQUES :**

- INDÉPENDANCE DU CSM
- CORRUPTION
- CORPORATISME AU SEIN DE LA MAGISTRATURE
- GESTION DE CARRIÈRE DES MAGISTRATS
- TRANSPARENCE DES FINANCEMENTS
- ...

 Dimanche 08 novembre à 15h00  Événement retransmis en direct sur la page Facebook de l'ONG Ivorary

5 ont répondu favorablement à l'appel à manifestation d'intérêts envoyé à tous les candidats. Le débat a été retransmis en direct sur les réseaux sociaux de l'ONG IVORARY.

## 2.2 Lutte contre la corruption

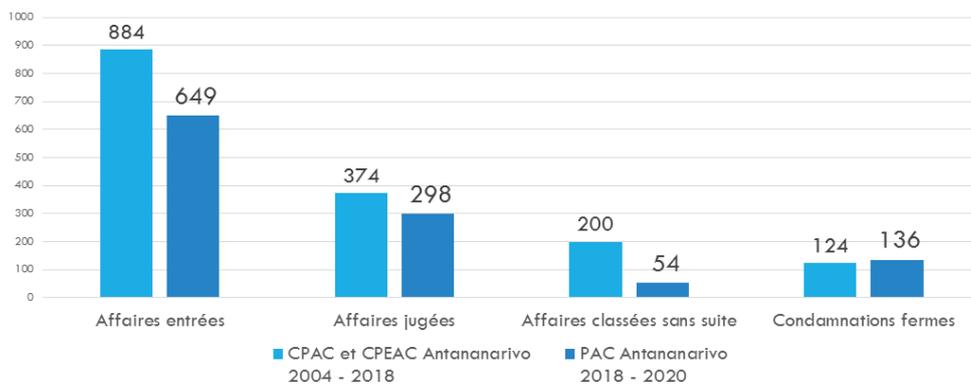
Dans l'objectif de participer à la lutte contre la corruption à Madagascar et ainsi s'aligner à la politique de « tolérance zéro dans cette lutte, l'ONG Ivorary a entrepris quelques activités notamment sur les Pôles Anti-Corruption.

- Recouvrement des avoirs illicites :
  - Promulgation de l'ordonnance 2019-015 relative au recouvrement des avoirs illicites
  - Adoption de la loi à partir de la réclamation de la société civile : permettant la saisie des biens mal acquis
- Proposition de loi sur la modification de la loi PAC
  - Analyse sur les modifications de la loi 2016-021 sur les Pôles Anti-Corruption : une analyse a été faite comparant chaque article de la loi initiale et de la proposition de loi N°01-2020/PL. Les modifications principales ont porté sur : la suppression des infractions économiques et financières de la loi, la réduction du mandat des coordinateurs et juges à 3 ans et la suppression de la condamnation avant/sans jugement et enfin La Présidence du Comité de Suivi et Evaluation (CSE) des PAC par le Ministère de la Justice
  - Communiqué (en annexe) : le communiqué s'est articulé comme suit :  
La présentation des efforts sur la lutte contre la corruption, suivie de la présentation des modifications tant sur la forme que sur le fonds.  
Sur la forme : la nécessité d'une technicité importante dans l'élaboration d'une loi concernant les étapes et le délai .  
Sur le fonds : les conséquences que les modifications pourraient faire subir à la lutte contre la corruption à Madagascar.

- Comparaison des données statistiques de l'ancienne Chaîne Pénale Economique et Anti-Corruption (CPEAC) Antananarivo et du Pôle Anti-Corruption (PAC) à Antananarivo. L'article a été publié sur la page facebook de l'ONG Ivorary. Il a été remarqué une nette amélioration depuis l'instauration du PAC au détriment de la CPEAC en ce qui concerne les affaires à traiter et affaires jugées.
- Interview sur l'importance et la nécessité pour le PAC d'être la juridiction phare pour les infractions économiques et financières.

### Illustration :

COMPARAISON CPEAC [2004 – 2018]  
vs  
PAC [2018 – 2020]



## 2.3 Éducation

### 1. Plaidoyer pour l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire.

- Lettre adressée à Madame le Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique et Professionnelle (MENTP) en date du 26 mars 2020 concernant la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Éducation

#### Recommandations :

- Mise en place d'écoles fondamentales de proximité et l'accessibilité de tous à la carte scolaire
- Recrutement d'enseignant qualifié et renforcement de capacité des enseignants
- Révision de la législation nationale et intégration de la gratuité de l'enseignement primaire public
- Introduction du caractère obligatoire du cycle fondamental
- **Communiqué de presse Alliance Stratégique pour la mise en œuvre et l'évaluation de la politique sectorielle de l'Éducation**

#### Recommandations :

- Maintenir, vulgariser et mettre en œuvre le PSE pour une meilleure appropriation par toutes les parties prenantes et surtout les citoyens
- Prioriser la formation des enseignants en mettant en place des politiques éducatives appropriées aux réformes souhaitées
- Consacrer un budget suffisant et déconcentré pour assurer une Éducation gratuite, de qualité avec l'identification des investissements et l'utilisation des fonds selon les priorités de la population.
- Adopter une nouvelle loi d'orientation et la vulgariser

- **Communiqué de presse Alliance Stratégique sur la reprise de l'école -COVID19**

Recommandations :

- Reporter la reprise des écoles jusqu'à ce que les conditions de sécurité des enfants soient garanties et tout danger écarté
- Intensification des tests qui permettrait de contenir la propagation du Covid-19
- **Lettre PNPSE concernant la demande du Plan de Travail Annuel du MENETP et la révision de la loi n°2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar**

Recommandations :

- La mise à disposition aux membres de la PNPSE et au public du Plan de Travail Annuel (PTA) aligné sur les allocations effectives du Ministère dans la Loi de Finances Rectificative 2020
- Révision de la loi n°2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar
- **Communiqué de presse Alliance Stratégique dans le cadre de la reprise progressive des cours et du contexte de la pandémie COVID19**

Recommandations :

- Réajustement du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE) en tenant compte du contexte actuel (pandémique et post-COVID) à travers une concertation de toutes les parties prenantes
- Ratification d'un Protocole facultatif se rapportant au PIDESC (2008) instaurant une procédure internationale de communications en cas de violation des droits contenus dans le Pacte
- Révision et concertation autour de la loi d'orientation : Spécifier explicitement la gratuité des cycles d'éducation fondamentale et d'enseignement secondaire, correspondant à 12 années de scolarisation ; introduire explicitement le caractère obligatoire du cycle fondamental correspondant à au moins 9 années de scolarisation obligatoire ; mettre en cohérence la loi et le PSE sur l'usage des termes employés.
- Instaurer un mécanisme permettant de garantir le respect du droit à l'éducation, notamment en termes de justiciabilités du droit à l'éducation.
- Mise en place d'une politique de soutien des FEFFI en mettant en place un dispositif sécurisé en partenariat avec le secteur financier et le secteur de la défense publique

**2. Intégration de la Lutte Contre la Corruption dans le programme scolaire**

- **Communiqué de presse Alliance Stratégique pour la mise en œuvre et l'évaluation de la politique sectorielle de l'Éducation**

Recommandations :

- « Diovy ny sekoly : halaviro ny kolikoly » : renforcer les dispositifs de lutte contre la corruption à tous les niveaux du secteur de l'éducation pour plus de redevabilité et de transparence.
- Mettre un équilibre budgétaire au niveau de la direction centrale et celui destiné à chaque Direction Régionale afin de mieux équiper les Ciscos respectives.

- Introduction des programmes d'éducation sur la lutte contre la corruption et sur la bonne dans le système éducatif et de formations professionnelles.
- ### 3. Cartographie des risques de corruption dans le secteur éducatif

**Illustration :**



### 3 Perspectives pour 2021

Cinq ans après l'élaboration de son plan stratégique, l'ONG Ivorary s'est fixée comme vision de « Madagascar comme référence régional qualitatif de sa gouvernance publique et ses impacts positifs sur la qualité de la vie des citoyens et des communautés locales ». L'ONG Ivorary prévoit un atelier de planification stratégique visant à évaluer l'atteinte ou non des objectifs stratégiques et mettre à jour le plan stratégique de l'organisation vers le mois de février 2021.

Sous réserve de validation de l'assemblée générale, l'équipe exécutive de l'ONG Ivorary propose les actions suivantes :

- L'opérationnalisation de la mutuelle d'entraide citoyenne pour la justice ;
- La vulgarisation des termes juridiques ;
- La promotion de l'intégrité ;
- La mise en place d'un observatoire de la justice ;
- La promotion de l'accès à tous aux droits fondamentaux (santé, éducation, protection sociale) ;
- La promotion de l'égalité genre ;
- L'évaluation des politiques publiques, notamment dans les secteurs sociaux ;
- Le plaidoyer pour l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire publique ;
- Le renforcement des appuis aux entreprises dans la mise en place de dispositif de LCC.

#### 4 Rapport financier

##### 4.1 Compte analytique

###### 4.1.1 Fonds propres IVORARY :

Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	IVORARY/FP	6 610 380,00	
Versement frais de gestion de projet FANDIO	FANDIO	6 337 400,00	
Apport Ivorary dans le projet contre corruption ( Transparency International- Initiative Madagascar)	IVORARY/FP		167 000,00
Versement Honoraire Responsable Redevabilité juridique et Responsable monitoring des institutions mois de Janv-Fév-Mars MSIS TATAO/ONG IVORARY	SAFIDY	10 883 700,00	
Charges du personnel projet SAFIDY Janv Février Mars Avril	SAFIDY		13 867 800,00
Versement contrat de prestation: Elaboration cartographie des risques de corruption et formation MADA OZI 100%	MADA OZI	6 300 000,00	
Dépenses de mise en œuvre MADA OZI (Roll up, certificats de formation, frais de déplacement et communication)	MADA OZI		210 000,00
Honoraire consultant contrat de prestation MADA OZI	MADA OZI		4 250 000,00
Versement Honoraire Responsable plaidoyer,Analyste économique,Analyste juridique,Analyste monitoring medias - MSIS TATAO- JUILLET AU DEC 2020	STEF	30 447 550,00	
honoraire consultant projet STEF	STEF		21 600 000,00
cofinancement projet MAFI	MAFI		3 971 667,00
Avance projet MAFI	MAFI		11 704 650,00
Achat crédit- projet TRUEFOOTPRINT	TFP		200 000,00
hebergement site web	IVORARY/FP		187 500,00
Frais de déplacement personnel, carburant	IVORARY/FP		693 000,00
achat fournitures de bureau	IVORARY/FP		258 400,00
Acquisition mobiliers	IVORARY/FP		1 185 000,00
Indemnité (stagiaire en communication)	IVORARY/FP		100 000,00
frais bancaire	IVORARY/FP		118 105,73
hebergement site web- création mail staff	IVORARY/FP		328 000,00
location vehicule teambuilding	IVORARY/FP		120 000,00
impression fiches(questionnaire projet MAFI- avance Ivorary à rembourser)	MAFI		688 500,00

Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
frais d(actes et de contentieux ( fokontany, droit d'enregistrement)	IVORARY/FP		300 000,00
Restauration staff ( entretien juriste enqueteur,	IVORARY/FP		77 284,00
charges sociales personnel (cnaps patronale)- 3eme trimestre	IVORARY/FP		312 000,00
<b>TOTAL</b>		60 579 030,00	60 338 906,73
<b>Solde compte au 31 Décembre 2020</b>		240 123,27	

#### 4.1.2 Projet MAFI

Trésorerie MAFI 2020			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	MAFI	-	
VERSEMENT 1ère tranche	MAFI	34 186 000,00	
Honoraire consultant du projet ( Coordonnateur, chargé de projet)	MAFI		12 900 000,00
salair personnel (RAF)mois d'Aout au Dec 2020	MAFI		4 844 800,00
prestation consultant statisticien - 1ère tranche	MAFI		7 500 000,00
acquisition mobilier ( imprimante, vidéo de projecteur)	MAFI		3 450 000,00
Achat fournitures consommable ( encre)	MAFI		1 450 000,00
Carburant et frais de déplacement de l'équipe du projet	MAFI		1 551 000,00
visibilité (conception brochure, roll up,polo,mug)	MAFI		1 380 000,00
location immobilier ( salle de réunion, gite)	MAFI		5 046 450,00
location bureau	MAFI		2 260 000,00
Location véhicule	MAFI		3 060 000,00
per diem mission collecte de données- RégionAnalamanga--Vakinankaratra Antsinanana- Tuléar	MAFI		6 680 000,00
crédit de communication	MAFI		200 000,00
apport Ivorary	MAFI	3 971 667,00	
Versement avance Ivorary	MAFI	10 104 650,00	
Versement apport d'avance d'un personnel	MAFI	4 230 000,00	
reception (déjeuner teambuilding,cocktail réunion de cadrage, déjeuner formation Juristes enquêteur,)	MAFI		1 771 400,75
frais bancaire du 01/07/2020 au 31/12/2020	MAFI		414 600,00
<b>Total</b>		<b>52 492 317,00</b>	<b>52 508 250,75</b>
<b>solde compte au 31 Décembre 2020</b>			<b>- 15 933,75</b>

#### 4.1.3 Projet MAFFA

<b>Trésorerie MAFFA 2020</b>			
<b>Rubriques</b>	<b>Projet</b>	<b>Débit (Ar)</b>	<b>Crédit (Ar)</b>
Solde compte au 1 <sup>er</sup> Janvier 2020	MAFFA	-	
Avance préfinancement Projet MAFFA par MSIS TATAO	MAFFA	20 000 000,00	
virement GIZ	MAFFA	51 970 000,00	
Achat équipement de protection individuelle	MAFFA		11 875 000,00
frais bancaire du 07/07/2020 au 31/12/2020	MAFFA		48 535,63
Remboursement MSIS TATAO	MAFFA		20 000 000,00
Frais de déplacement équipe du projet, carburant	MAFFA		789 000,00
crédit de communication (bénévoles, staff)	MAFFA		4 150 000,00
campagne de communication (impression banderoles, conception casquette	MAFFA		7 045 000,00
charges sur la mobilisation des bénévoles (indemnité de déplacement, impression fiche	MAFFA		17 905 320,00
Honoraires consultants du projet	MAFFA		4 800 000,00
charges sur les formations des bénévoles (abonnement zoom,	MAFFA		530 000,00
	MAFFA		
<b>Total</b>		71 970 000,00	67 142 855,63
<b>solde compte au 31 Décembre 2020</b>			4 827 144,37

## 4.2 Etats financiers

BILAN ACTIF				BILAN PASSIF	
DETAILS DES POSTES	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT	VALEUR NETTE	DETAILS DES POSTES	MONTANT
<b>Immobilisations corporelles</b>			5 347 374,25		
<i>Matériel de bureau et matériel</i>	5 620 000,00	1526683,78	4 093 314,67	Résultat de l'exercice (arrêté le 22/09/2020)	7 976 708,15
<i>Mobilier</i>	1 638 800,00	384740,42	1 254 059,58		
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>7 258 800,00</b>		<b>5 347 374,25</b>	<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>	<b>7 976 708,15</b>
<b>Créances</b>			1 800 000,00	<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>15 933,75</b>
Autres créances ( Avance staff)			1 800 000,00		-
<b>Trésorerie</b>			5 075 267,65	<i>Emprunts &amp; dettes aup. étab. Crédit-BMOI MAFI</i>	15 933,75
<i>BMOI IVORARY</i>			240 123,28		
				<b>Autres dettes</b>	<b>4 230 000,00</b>
<i>BMOI MAFFA</i>			4 827 144,37	<i>Autres comptes débiteurs ou crédite (prêt- avance projet MAFI)</i>	4 230 000,00
<i>Caisse IVORARY</i>			-		
<i>CAISSE MAFI</i>			8 000,00		
<i>CAISSE MAFFA</i>			-		
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>			<b>6 875 267,65</b>	<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>	<b>4 245 933,75</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>			<b>12 222 641,90</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>12 222 641,90</b>

COMPTES DES RESULTATS	
DETAILS DES POSTES	MONTANT
<b>REVENUS</b>	<b>53 968 600,00</b>
PRESTATION DE SERVICE	53 968 600,00
<b>CONSOMMATION</b>	<b>-11 762 841,00</b>
Fourniture consommable	-1 457 580,00
<i>Fourniture de bureau</i>	<i>-288 261,00</i>

<i>combustibles ( carburant)</i>	-1 729 000,00
<i>Achats d'études et prestations de service</i>	-488 000,00
<i>Achats de matériel, équipements</i>	-7 800 000,00
<b>MARGE</b>	<b>42 205 759,00</b>
<i>Services extérieurs</i>	0,00
<i>Autres Services extérieurs</i>	-112 473 626,85
<i>eau et énergie</i>	-160 000,00
<i>location immobilière</i>	-7 306 450,00
<i>location mobilière</i>	-3 060 000,00
<i>Achats non stockés de matière</i>	-11 875 000,00
<i>Publicité, publications, relations</i>	-4 000 000,00
<i>Annonces et insertions</i>	-3 045 000,00
<i>Catalogues et imprimés</i>	-1 380 000,00
<i>Missions</i>	6 680 000,00
<i>Receptions</i>	1 848 684,75
<i>Honoraires</i>	-65 117 800,00
<i>Frais d'actes et de contentieux</i>	-300 000,00
<i>Divers(apport projet TI)</i>	-282 000,00
<i>Divers ( indemnité bénévoles, superviseur, chefs d'arrond projet MAFFA)</i>	-17 905 320,00
<i>Transports de biens transport persL</i>	-1 482 000,00
<i>frais postaux/ telecommunication (zoom)</i>	530 000,00
<i>Crédit de télécommunication</i>	-4 550 000,00
<i>Services bancaires et assimilés</i>	-581 241,60
<i>Divers(hebergement siteweb ivorary)</i>	-487 500,00
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>-70 267 867,85</b>
<i>Charges de personnel</i>	<b>-6 000 000,00</b>
<i>Charg. exceptionn. sur opér.gest.</i>	<b>-1 911 424,00</b>
<i>Dotations aux amortissements</i>	-1 911 424,00

Salaires, appointements	-6 000 000,00
<i>Subvention</i>	<b>86 156 000,00</b>
<b>Subventions</b>	<b>86 156 000,00</b>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>7 976 708,15</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>7 976 708,15</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>7 976 708,15</b>

#### 4.4 Liste des matériels et immobilisations

ID DE L'IMMOBILISATION	DESCRIPTION	DATE D'ACQUISITION	ORIGINE	LOCALISATION/ADRESSE	VALEUR DU BIEN A LA DATE D'ACQUISITION	ANNUITE D'AMORTISSEMENT	AMORTISSEMENT CUMULE	VALEUR COMPTABLE NETTE, EXERCICE CONSIDÉRÉ
IVORARY/2020/001	Imprimante CANON MF 643CDW	13-août-20	Acquisition projet MAFI MEGATECH	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	1 750 000,00	129 306,00	129306,00	1 620 694,00
IVORARY/2020/002	Vidéo projecteur	13-août-20	Acquisition projet MAFI OFFICE STORE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	1 700 000,00	209 350,00	209350,00	1 490 648,00
IVORARY/2019/001	MediaPad Tab3 - Huawei	01-janv-19	Don UE/Projet SAFIDY	HERY	600 000,00	120 000,00	241666,67	358 333,33
IVORARY/2018/001	Clé 4G+ Telma	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	HERY	70 000,00	14 000	42 194	27 806
IVORARY/2018/002	ASUS Dual Core	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	Rota	1 500 000,00	300 000,00	904166,67	595 833,33
IVORARY/2018/003	TABLE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	273 300,00	27 330,00	82369,58	190 930,42
IVORARY/2018/004	CHAISE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	195 500,00	39 100,00	117843,06	77656,94
IVORARY/2020/003	Armoire de bureau	16/09/2020	Acquisition Ivorary- TANA MEUBLE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	650 000,00	131 805,56	131805,56	518 194,44
IVORARY/2020/004	T ABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary- TANA MEUBLE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	260 000	26 361	26361	233 638,89
IVORARY/2020/005	T ABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary- TANA MEUBLE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	260 000	26 361	26361	233 638,89